

Lettre aux parents pour la grève du 19 mars 2019

Madame, Monsieur

Votre enfant n'aura pas classe le mardi 19 mars. A l'appel de plusieurs organisations syndicales et aux côtés des salariés du privé et du public, les enseignantes et les enseignants seront en grève pour la défense de la Fonction publique et pour l'amélioration du fonctionnement de l'École que des projets de loi remettent en cause.

La Fonction publique, comme les services publics, sont indispensables au bon fonctionnement de notre pays et assurent un traitement équitable pour tous les citoyens : nous sommes donc tous concernés ! Ils sont actuellement pris pour cible par le gouvernement avec des mesures allant à l'encontre des intérêts des usagers et des personnels :

- la suppression de plus de 120 000 emplois dans la Fonction publique sur 5 ans ;
- la baisse du pouvoir d'achat des fonctionnaires ;
- l'abandon de missions de service public ;
- le recours de plus en plus à des contrats précaires pour les enseignants comme pour les administratifs ;
- à l'école et pour le service public d'Éducation, des regroupements d'écoles avec le collège, des cadeaux faits à l'école privée en rendant l'instruction obligatoire à 3 ans, des étudiants non formés, non qualifiés en remplacement des enseignant.es...

L'école doit avoir les moyens de relever les enjeux qui se posent à elle en s'attaquant aux inégalités scolaires et en permettant la réussite de tous les élèves. Nous porterons ce jour-là nos revendications pour une politique en faveur d'un service public d'Éducation susceptible d'améliorer les conditions de travail des enseignants et les conditions d'apprentissage des élèves.

Nous comptons sur votre compréhension et sur votre soutien.

Lettre aux parents pour la grève du 19 mars 2019

Madame, Monsieur

Votre enfant n'aura pas classe le mardi 19 mars. A l'appel de plusieurs organisations syndicales et aux côtés des salariés du privé et du public, les enseignantes et les enseignants seront en grève pour la défense de la Fonction publique et pour l'amélioration du fonctionnement de l'École que des projets de loi remettent en cause.

La Fonction publique, comme les services publics, sont indispensables au bon fonctionnement de notre pays et assurent un traitement équitable pour tous les citoyens : nous sommes donc tous concernés ! Ils sont actuellement pris pour cible par le gouvernement avec des mesures allant à l'encontre des intérêts des usagers et des personnels :

- la suppression de plus de 120 000 emplois dans la Fonction publique sur 5 ans ;
- la baisse du pouvoir d'achat des fonctionnaires ;
- l'abandon de missions de service public ;
- le recours de plus en plus à des contrats précaires pour les enseignants comme pour les administratifs ;
- à l'école et pour le service public d'Éducation, des regroupements d'écoles avec le collège, des cadeaux faits à l'école privée en rendant l'instruction obligatoire à 3 ans, des étudiants non formés, non qualifiés en remplacement des enseignant.es...

L'école doit avoir les moyens de relever les enjeux qui se posent à elle en s'attaquant aux inégalités scolaires et en permettant la réussite de tous les élèves. Nous porterons ce jour-là nos revendications pour une politique en faveur d'un service public d'Éducation susceptible d'améliorer les conditions de travail des enseignants et les conditions d'apprentissage des élèves.

Nous comptons sur votre compréhension et sur votre soutien.